

P6_TA(2006)0288

Signification et notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale *I**

Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (COM(2005)0305 – C6-0232/2005 – 2005/0126(COD))

(Procédure de codécision: première lecture)

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2005)0305)¹,
 - vu l'article 251, paragraphe 2, l'article 61, point c), et l'article 67, paragraphe 5, deuxième tiret, du traité CE, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C6-0232/2005),
 - vu l'article 51 de son règlement,
 - vu le rapport de la commission des affaires juridiques (A6-0024/2006),
1. approuve la proposition de la Commission telle qu'amendée;
 2. invite la Commission à présenter une version codifiée du règlement (CE) n° 1348/2000 intégrant les amendements contenus dans le présent rapport au moyen de sa proposition révisée;
 3. demande à la Commission de le saisir à nouveau, si elle entend modifier de manière substantielle cette proposition ou la remplacer par un autre texte;
 4. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission.

¹

Non encore publiée au JO.

Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 4 juillet 2006 en vue de l'adoption du règlement (CE) n° .../2006 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 61, point c), et son article 67, paragraphe 5, second tiret,

vu la proposition de la *Commission*,

vu l'avis du Comité économique et social européen¹,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité²,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 1^{er} octobre 2004, la Commission a adopté un rapport sur l'application du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale³. Ce rapport conclut que *l'application du règlement (CE) n° 1348/2000 a*, depuis son entrée en vigueur en 2001, *d'une manière générale, amélioré et accéléré la transmission et la signification ou la notification des actes entre les États membres, mais que, néanmoins, l'application de certaines dispositions dudit règlement n'est pas totalement satisfaisante.*
- (2) Le bon fonctionnement du marché intérieur exige d'améliorer et d'accélérer encore la transmission *ainsi que la signification et la notification* des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou *commerciale entre* les États membres, de simplifier l'application de certaines dispositions du règlement (CE) n° 1348/2000 et de renforcer la sécurité juridique pour le requérant et pour le destinataire.

¹ JO C 88 du 11.4.2006, p. 7.

² Position du Parlement européen du 4 juillet 2006.

³ JO L 160 du 30.6.2000, p. 37.

- (3) *Le règlement (CE) n° 1348/2000 ne devrait pas s'appliquer à la signification et à la notification d'un acte au représentant mandaté d'une partie dans l'État membre où l'instance a lieu, quel que soit le lieu de résidence de cette partie.*
- (4) La signification ou la notification *d'un acte* devraient être effectuées dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans le mois suivant la réception par l'entité requise.
- (5) L'entité requise devrait informer le destinataire par écrit, au moyen d'un formulaire type, qu'il peut refuser de recevoir l'acte à signifier ou à notifier, soit au moment de la signification ou de la notification, soit en *envoyant* l'acte *à l'entité requise* dans un délai d'une semaine, *s'il n'est pas rédigé dans une langue que le destinataire comprend ou dans une langue officielle du lieu de la signification ou de la notification. Cette règle devrait s'appliquer aussi aux significations et notifications ultérieures, après que le destinataire a exercé son droit de refus. Ces règles relatives au refus devraient également s'appliquer à la signification ou à la notification par l'intermédiaire des agents diplomatiques ou consulaires, des services postaux ou directement.*
- (6) *L'entité requise devrait continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour signifier ou notifier l'acte également dans les cas où la signification ou la notification n'a pu être effectuée dans le délai d'un mois, par exemple parce que le défendeur était absent de son domicile pour cause de vacances ou de son lieu de travail pour affaires. En outre, afin d'éviter que l'entité requise ne soit tenue, sans limite dans le temps, de prendre les mesures nécessaires pour signifier ou notifier un acte, l'entité d'origine devrait être à même d'indiquer sur le formulaire type le délai au-delà duquel la signification ou notification n'est plus requise.*
- (7) Il convient de prévoir la possibilité de remédier à la notification ou la signification *d'un acte* en signifiant ou en notifiant *au destinataire* une traduction de l'acte.
- (8) La date de la signification ou de la notification *d'un acte* devrait être celle à laquelle l'acte est signifié ou notifié conformément à la législation de l'État membre requis. Toutefois, lorsque, conformément à la législation d'un État membre, un acte doit être signifié ou notifié dans un délai *déterminé*, la date à prendre en considération à l'égard *du requérant* devrait être celle fixée par la législation de cet État membre. *Les États membres où ce système s'applique devraient en informer la Commission, qui est tenue de publier cette information au Journal officiel de l'Union européenne ainsi qu'au sein du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale.*

- (9) Afin de faciliter l'accès à la justice, les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, *d'un fonctionnaire* ou d'une personne *compétents* selon la loi de l'État membre requis devraient correspondre à un droit forfaitaire *unique* dont le montant est fixé à l'avance par cet État membre et qui respecte les principes de proportionnalité et de non-discrimination. *L'exigence d'un droit forfaitaire unique ne devrait cependant pas priver les États membres de la faculté de prévoir des droits différents pour différents types de notification ou de signification, à condition de respecter ces principes.*
- (10) Tout État membre devrait avoir la faculté de procéder directement par l'intermédiaire des services postaux, par lettre recommandée avec accusé de réception ou envoi équivalent, à la signification ou à la notification des *actes aux* personnes résidant dans un autre État membre.
- (11) *Toute* personne intéressée à une instance judiciaire *peut* faire procéder à la signification ou à la notification d'actes directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État membre requis *lorsque cette notification ou signification directe est autorisée par la loi de cet État membre.*
- (12) *Il conviendrait que la Commission élabore un manuel reprenant les informations utiles pour la bonne application du règlement (CE) n° 1348/2000, manuel qui devrait être publié au sein du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale. Il conviendrait que la Commission et les États membres mettent tout en œuvre pour faire en sorte que ces informations soient actuelles et complètes, notamment en ce qui concerne les coordonnées des entités requises et des entités d'origine.*
- (13) Pour le calcul des durées et délais prévus dans le règlement (CE) n° 1348/2000, le règlement (CEE, Euratom) n° 1182/71 du Conseil du 3 juin 1971 portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes¹ devrait s'appliquer.

¹ JO L 124 du 8.6.1971, p. 1.

- (14) Étant donné que les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. *Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.*
- (15) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du présent règlement en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission¹.
- (16) *Conformément à l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, ces États ont notifié leur souhait de participer à l'adoption et à l'application du présent règlement.*
- (17) *Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, cet État ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est donc pas lié par celui-ci ni soumis à son application,*

¹ JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

ONT ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 1348/2000 est modifié comme suit:

1) À l'article 1^{er}, paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:

"Il ne couvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives, ni la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique ("acta jure imperii").";

2) À l'article 4, paragraphe 3, la dernière phrase est remplacée par le texte suivant:

"Chaque État membre indique la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la sienne ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit complété.";

3) À l'article 7, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. L'entité requise prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la signification ou la notification de l'acte dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la réception. S'il n'a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification dans un délai d'un mois à compter de la réception, l'entité requise

a) en informe immédiatement l'entité d'origine au moyen de l'attestation dont le formulaire type figure en annexe, laquelle est complétée selon les règles prévues à l'article 10, paragraphe 2; et

b) continue à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la signification ou la notification de l'acte, sauf indication contraire de l'entité requise, lorsque la signification ou la notification semble possible dans un délai raisonnable.";

4) L'article 8 est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

"1. L'entité requise informe le *destinataire, au* moyen du formulaire type figurant en annexe, qu'il peut refuser de recevoir l'acte à signifier ou à notifier, soit au moment de la signification ou de la notification, soit en *envoyant l'acte à l'entité requise* dans un délai d'une semaine, si celui-ci *n'est pas rédigé ou* accompagné d'une traduction dans l'une *des* langues *suivantes*:

- a) *une langue comprise du destinataire; ou*
- b) *la langue officielle de l'État membre requis ou, s'il existe plusieurs langues officielles dans cet État membre, la langue officielle ou l'une des langues officielles du lieu où il doit être procédé à la signification ou à la notification.*";

b) le *paragraphe suivant* est ajouté:

"3. Si le destinataire a refusé de recevoir l'acte conformément au paragraphe 1, il est possible de remédier à une telle situation en signifiant ou en notifiant au destinataire conformément aux dispositions du présent règlement *l'acte accompagné d'une traduction* dans l'une des langues visées au paragraphe 1.

Dans ce cas, la date de signification ou de notification de l'acte est celle à laquelle *l'acte accompagné de* la traduction a été *signifié* ou *notifié* conformément à la législation de l'État membre requis. Toutefois, lorsque, conformément à la législation d'un État membre, un acte doit être signifié ou notifié dans un délai *déterminé, la* date à prendre en considération à l'égard du requérant est celle de la signification ou de la notification de l'acte original, *fixée conformément à l'article 9, paragraphe 2.*";

5) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

"Article 9

Date de la signification ou de la notification

1. Sans préjudice de l'article 8, la date de la signification ou de la notification d'un acte est celle à laquelle l'acte a été signifié ou notifié conformément à la législation de l'État membre requis.
2. Toutefois, lorsque, conformément à la législation d'un État membre, un acte doit être signifié ou notifié dans un délai **déterminé**, la date à prendre en considération à l'égard du requérant est celle fixée par la législation de cet État membre.";

6) *À l'article 10, paragraphe 2, la dernière phrase est remplacée par le texte suivant:*

"Chaque État membre indique la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la sienne ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit complété.";

7) À l'article 11, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. Cependant, le requérant est tenu de payer ou de rembourser les frais occasionnés par:

- a) *l'intervention d'un officier ministériel ou d'une personne compétente selon la législation de l'État membre requis;*
- b) *l'emploi d'une forme particulière de signification ou de notification.*

Les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou d'une personne compétente selon la *législation* de l'État membre requis correspondent à un droit forfaitaire **unique** dont le montant est fixé à l'avance par cet État membre et qui respecte les principes de proportionnalité et de non-discrimination. Les États membres communiquent le montant de ce droit forfaitaire à la Commission.";

8) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

"Article 14

Signification ou notification par l'intermédiaire des services postaux

Tout État membre a la faculté de procéder directement par l'intermédiaire des services postaux, par lettre recommandée avec accusé de réception ou envoi équivalent, à la signification ou à la notification des actes judiciaires aux personnes résidant dans un autre État membre.";

9) L'article 15 est remplacé par le texte suivant:

"Article 15

Signification ou notification directe

Toute personne intéressée à une instance judiciaire **peut** faire procéder à la signification ou à la notification d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État membre requis, ***lorsqu'une telle signification ou notification directe est autorisée par la législation de cet État membre.***";

10) *L'article suivant* est inséré:

"Article 15 bis

Dispositions applicables

I. Les dispositions de l'article 8 relatives au refus de réception de l'acte et celles de l'article 9 relatives à la date de signification ou de notification s'appliquent aux modes de transmission et de signification ou de notification prévus dans la présente section.

2. *Cependant, aux fins de l'article 8, paragraphe 1:*

- a) *lorsque la signification ou la notification est effectuée conformément à l'article 13, les agents diplomatiques ou consulaires informent le destinataire qu'il peut refuser de recevoir l'acte et que tout acte refusé doit être envoyé à ces agents;*
- b) *lorsque la signification ou la notification est effectuée conformément à l'article 14, l'autorité ou la personne effectuant la signification ou la notification informe le destinataire qu'il peut refuser de recevoir l'acte et que tout acte refusé doit être envoyé à cette autorité ou à cette personne."*

11) L'article 17 est remplacé par le texte suivant:

"Article 17

Modalités d'application

Les mesures nécessaires à l'application du présent règlement et concernant la mise à jour ou la modification technique des formulaires types figurant en annexe sont arrêtées *conformément* à la procédure consultative visée à l'article 18, paragraphe 2.";

12) L'article 23 est remplacé par le texte suivant:

"Article 23

Communication *et publication*

1. Les États membres communiquent à la Commission les informations visées aux articles 2, 3, 4, 10, 11, 13, **15** et 19.

Les États membres font savoir à la Commission si, conformément à leur législation, un acte doit être signifié ou notifié dans un délai déterminé comme mentionné à l'article 8, paragraphe 3, et à l'article 9, paragraphe 2.

2. *La Commission publie au Journal officiel de l'Union européenne les informations communiquées conformément au paragraphe 1, à l'exception des adresses et autres coordonnées des entités et entités centrales et des zones géographiques sur lesquelles s'étend leur juridiction.*
3. *La Commission établit et met régulièrement à jour un manuel, contenant les informations visées au paragraphe 1, qui est disponible sous forme électronique, notamment via le réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, établi conformément à la décision 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001¹.*

¹ *JO L 174 du 27.6.2001, p. 25.*";

13) *L'article 24 est remplacé par le texte suivant:*

"Article 24

Réexamen

Au plus tard le 1^{er} juin 2011, et ensuite tous les cinq ans, la Commission présente au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport relatif à l'application du présent règlement, portant spécialement sur l'efficacité des entités désignées en application de l'article 2 ainsi que l'application pratique de l'article 3, point c), et de l'article 9. Ce rapport est accompagné, si nécessaire, de propositions visant à adapter le présent règlement à l'évolution des systèmes de notification."

14) *L'article 25 est remplacé par le texte suivant:*

"Article 25

Date d'application

Le présent règlement est applicable à compter du...., à l'exception de l'article 23 qui est applicable à compter du**.*

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément au traité instituant la Communauté européenne.

** Douze mois après la date d'adoption du présent règlement.*

*** Neuf mois après la date d'adoption du présent règlement."*

15) L'annexe est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le [...].

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans *les États membres* conformément au traité instituant la Communauté européenne.

Fait à

Par le Parlement européen

Par le Conseil

Le Président

Le Président

ANNEXE

DEMANDE DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION D'ACTES
(Article 4, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale ⁽¹⁾)

Numéro de référence:

1. ENTITÉ D'ORIGINE

1.1. *Identité:*

1.2. Adresse:

1.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

1.2.2. *Localité et code postal:*

1.2.3. Pays:

1.3. *Tél.:*

1.4. *Fax (*):*

1.5. *Adresse électronique (*):*

2. ENTITÉ REQUISE

2.1. *Identité:*

2.2. Adresse:

2.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

2.2.2. *Localité et code postal:*

2.2.3. Pays:

2.3. *Tél.:*

2.4. *Fax (*):*

2.5. *Adresse électronique (*):*

⁽¹⁾ JO L 160 du 30.6.2000, p. 37.

(*) Facultatif.

3. REQUÉRANT

3.1. *Identité:*

3.2. Adresse:

3.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

3.2.2. *Localité et code postal:*

3.2.3. Pays:

3.3. *Tél. (*):*

3.4. *Fax (*):*

3.5. *Adresse électronique (*):*

4. DESTINATAIRE

4.1. *Identité:*

4.2. Adresse:

4.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

4.2.2. *Localité et code postal:*

4.2.3. Pays:

4.3. *Tél. (*):*

4.4. *Fax (*):*

4.5. *Adresse électronique (*):*

4.6. Numéro d'identification/numéro de sécurité sociale/numéro de société ou équivalent (*):

() Facultatif.*

5. MODE DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION

5.1. Selon la législation de l'État membre requis

5.2. Selon *le mode particulier suivant*:

5.2.1. Si ce mode est incompatible avec la législation de l'État membre requis, l'acte *ou les actes devraient être signifiés ou notifiés* conformément à cette législation:

5.2.1.1. Oui

5.2.1.2. *Non*

6. ACTE À SIGNIFIER OU À NOTIFIER

a) 6.1. Nature de l'acte:

6.1.1. Judiciaire

6.1.1.1. Convocation

6.1.1.2. Jugement

6.1.1.3. Appel

6.1.1.4. Autre

6.1.2. Extrajudiciaire

b) 6.2. Date ou délai ***au delà de laquelle/duquel la signification ou la notification n'est plus requise***
(jour) (mois) (année)

c) 6.3. Langue de l'acte:

6.3.1. Original: ES, CS, DA, DE, ET, EL, EN, FR, IT, LV, LT, HU, MT, NL, PL, PT, SK, SL, FI, SV, autres:

6.3.2. Traduction (*): ES, CS, DA, DE, ET, EL, EN, FR, IT, LV, LT, HU, MT, NL, PL, PT, SK, SL, FI, SV, autres:

6.4. Nombre de pièces:

7. UN EXEMPLAIRE DE L'ACTE DOIT ÊTRE RETOURNÉ AVEC L'ATTESTATION DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION (article 4, paragraphe 5, du règlement)

7.1. Oui (dans ce cas, l'acte à signifier ou notifier doit être envoyé en double exemplaire)

7.2. Non

1. Aux termes de l'article 7, paragraphe 2, du règlement, vous êtes tenu *de prendre* toutes les mesures nécessaires *pour assurer* la signification ou la notification de l'acte dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception. S'il ne vous a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification ***dans un délai d'un mois à compter de la réception***, vous devez en informer l'entité d'origine au moyen de l'attestation prévue au point 13.

2. S'il n'est pas possible de faire aboutir la demande *de signification ou de notification* en l'état des informations ou des pièces transmises, vous êtes tenu, aux termes de l'article 6, paragraphe 2, du règlement, de vous mettre en relation par les moyens les plus rapides avec cette entité afin d'obtenir les renseignements ou les pièces qui font défaut.

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet:

(*) Facultatif.

Numéro de référence de l'entité d'origine:

Numéro de référence de l'entité requise:

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

(Article 6, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)

Le présent accusé de réception doit être envoyé par les moyens de transmission les plus rapides, dans les meilleurs délais après la réception de l'acte et, en tout cas, dans les sept jours qui suivent la réception.

8. DATE DE RÉCEPTION:

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet:

Numéro de référence de l'entité d'origine:

Numéro de référence de l'entité requise:

<p>AVIS DE RETOUR DE LA DEMANDE ET DE L'ACTE (Article 6, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)</p>

<p>La demande et l'acte doivent être retournés dès réception.</p>

9. MOTIF DU RETOUR:

9.1. *Demande se situant* manifestement hors du champ d'application du règlement:

9.1.1. l'acte n'est de nature ni civile ni commerciale

9.1.2. la signification ou la notification n'est pas demandée par un État membre à un autre État membre

9.2. Non-respect des conditions de forme requises *qui rend* la signification ou la notification impossible:

9.2.1. l'acte est difficile à lire

9.2.2. la langue utilisée pour remplir le formulaire est incorrecte

9.2.3. l'acte reçu n'est pas une copie fidèle et conforme

9.2.4. autres (veuillez préciser):

9.3. Le mode de signification ou de notification est incompatible avec la législation de cet État membre (article 7, paragraphe 1, du règlement)

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet:

Numéro de référence de l'entité d'origine:

Numéro de référence de l'entité requise:

**AVIS DE RETRANSMISSION DE LA DEMANDE ET DE L'ACTE À L'ENTITÉ
REQUISE TERRITORIALEMENT COMPÉTENTE**

(Article 6, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)

La demande et l'acte ont été envoyés à l'entité requise suivante, territorialement compétente pour la signification ou la notification:

10.1. *Identité:*

10.2. *Adresse:*

10.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

10.2.2. *Localité et code postal:*

10.2.3. *Pays:*

10.3. *Tél.:*

10.4. *Fax (*):*

10.5. *Adresse électronique (*):*

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet:

(*) Facultatif.

Numéro de référence de l'entité d'origine:

Numéro de référence de l'entité requise *territorialement* compétente:

AVIS DE RÉCEPTION DE L'ENTITÉ TERRITORIALEMENT COMPÉTENTE À
L'ENTITÉ D'ORIGINE

(Article 6, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)

Cet avis doit être envoyé par les moyens de transmission les plus rapides, dans les meilleurs délais après la réception de l'acte et, en tout cas, dans les sept jours qui suivent la réception.

11. DATE DE RÉCEPTION:

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet:

**INFORMATION DU DESTINATAIRE SUR SON DROIT DE REFUSER DE RECEVOIR
UN ACTE**
(Article 8, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)

ES:

El documento adjunto se notifica o traslada de conformidad con el Reglamento (CE) n° 1348/2000 del Consejo, de 29 de mayo de 2000, relativo a la notificación y al traslado de documentos judiciales y extrajudiciales en materia civil o mercantil. Puede usted negarse a aceptar el documento si no está redactado *ni acompañado de una traducción en una lengua que usted entiende o en la lengua oficial del lugar de la notificación*. Si desea usted ejercitar este derecho, debe negarse a aceptar el documento en el momento de la notificación o traslado directamente ante la persona que notifique o traslade el documento o *devolverlo a la dirección que se indica a continuación en el plazo de una semana, declarando* que se niega a aceptarlo.

DIRECCIÓN:

1. Identidad:

2. Dirección:

2.1. Calle y número/Apdo. de correos:

2.2. Lugar y código:

2.3. País:

3. Tel.:

4. Fax (*):

5. Dirección electrónica (*):

(*) *Facultativo.*

DECLARACIÓN DEL DESTINATARIO:

Me niego a aceptar el documento adjunto porque no está redactado ni va acompañado de una traducción en una lengua que entiendo ni en la lengua oficial del lugar de notificación.

Las lenguas que entiendo son las siguientes:

<i>español</i>	↑	<i>letón</i>	↑
<i>checo</i>	↑	<i>lituano</i>	↑
<i>danés</i>	↑	<i>húngaro</i>	↑
<i>alemán</i>	↑	<i>maltés</i>	↑
<i>estonio</i>	↑	<i>neerlandés</i>	↑
<i>griego</i>	↑	<i>polaco</i>	↑
<i>inglés</i>	↑	<i>portugués</i>	↑
<i>francés</i>	↑	<i>eslovaco</i>	↑
<i>italiano</i>	↑	<i>esloveno</i>	↑
<i>finés</i>	↑	<i>sueco</i>	↑
<i>otras</i>	↑	<i>especifíquense</i>	↑
		Hecho en:	
		el:	
		Firma y/o sello:	

CS:

Příložená písemnost se doručuje v souladu s nařízením Rady (ES) č. 1348/2000 ze dne 29. května 2000 o doručování soudních a mimosoudních písemností ve věcech občanských a obchodních v členských státech. Jste oprávněn/a odmítnout přijetí písemnosti, jestliže tato není **napsána v jazyce, kterému rozumíte, nebo v úředním jazyce místa doručení, nebo pokud k ní není připojen překlad do jednoho z těchto jazyků**. Jestliže si přejete uplatnit toto právo, musíte přijetí písemnosti odmítnout v okamžiku doručení přímo u osoby, která ji doručuje, nebo **ji** musíte do jednoho týdne **zaslat zpět na níže uvedenou adresu** s prohlášením, že ji odmítáte přijmout.

ADRESA:

1. **Jméno a příjmení:**

2. **Adresa:**

2.1. **Ulice a číslo / P.O. Box:**

2.2. **Obec a PSČ:**

2.3. **Země:**

3. **Tel.:**

4. **Fax (*):**

5. **E-mail(*):**

(*) *Tento údaj jen nepovinný.*

PROHLÁŠENÍ ADRESÁTA:

Odmítám přijmout písemnost připojenou k tomuto prohlášení, neboť není napsána v jazyce, kterému rozumím, nebo v úředním jazyce místa doručení, ani k ní není připojen překlad do jednoho z těchto jazyků.

Rozumím níže uvedeným jazykům:

<i>španělština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>lotyština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>čeština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>litevština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>dánština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>maďarština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>němčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>maltština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>estonština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>nizozemština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>řečtina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>poština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>angličtina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugalština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>francouzština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovenština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>italština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovinština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>finština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>švédština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>jiný</i>	<input type="checkbox"/>	<i>prosím uveďte: ...</i>	
		V:	
		Dne:	
		Podpis nebo razítko:	

DA:

Vedlagte dokument forkyndes hermed i overensstemmelse med Rådets forordning (EF) nr. 1348/2000 af 29. maj 2000 *om forkyndelse i medlemsstaterne af retslige og udenretslige dokumenter i civile og kommercielle sager*. De kan nægte at modtage dokumentet, hvis det ikke er *udfærdiget på eller ledsaget af en oversættelse til enten et sprog, som De forstår, eller som er det officielle sprog på forkyndelsesstedet*. Hvis De ønsker at gøre brug af denne ret, skal De nægte at modtage dokumentet ved forkyndelsen direkte over for den person, der forkynder det, eller returnere det *til nedenstående adresse inden* en uge med angivelse af, at De nægter modtagelse.

ADRESSE:

1. Navn:

2. Adresse:

2.1. Gade + nummer/postboks:

2.2. Postnummer + bynavn:

2.3. Land:

3. Tlf.:

4. Fax *:

5. E-mail *:

* Fakultativt

ERKLÆRING FRA MODTAGEREN:

Jeg nægter at modtage vedlagte dokument, da det ikke er udfærdiget på eller ledsaget af en oversættelse til enten et sprog, som jeg forstår, eller som er det officielle sprog på forkyndelsesstedet.

Jeg forstår følgende sprog:

<i>Spansk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lettisk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tjekkisk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litauisk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Dansk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Ungarsk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tysk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltesisk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estisk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Nederlandsk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Græsk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polsk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Engelsk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugisisk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Fransk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovakisk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italiensk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovensk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finsk</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Svensk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Andre</i>	<input type="checkbox"/>	<i>hvilke(t): ...</i>	
		<i>Udfærdiget i:</i>	
		<i>Dato:</i>	
		<i>Underskrift og/eller stempel:</i>	

DE:

Die Zustellung des beigefügten Schriftstücks erfolgt im Einklang mit der Verordnung (EG) Nr. 1348/2000 des Rates vom 29. Mai 2000 über die Zustellung gerichtlicher und außergerichtlicher Schriftstücke in Zivil- oder Handelssachen in den Mitgliedstaaten. Sie können die Annahme dieses Schriftstücks verweigern, wenn es nicht in einer *Sprache, die Sie verstehen, oder nicht in der Amtssprache des Zustellungsorts abgefasst ist*, oder wenn ihm keine Übersetzung in einer dieser Sprachen beigefügt ist. Wenn Sie von ihrem Annahmeverweigerungsrecht Gebrauch machen wollen, müssen Sie dies entweder sofort bei der Zustellung gegenüber der das Schriftstück zustellenden Person erklären oder das Schriftstück binnen einer *Woche an die nachstehende Anschrift* mit der Angabe zurücksenden, dass Sie die Annahme verweigern.

ANSCHRIFT:

1. **Name:**
2. **Anschrift:**
 - 2.1. **Straße und Hausnummer/Postfach:**
 - 2.2. **PLZ und Ort:**
 - 2.3. **Land:**
3. **Tel.:**
4. **Fax (*):**
5. **E-Mail (*):**

(*) Angabe freigestellt.

ERKLÄRUNG DES EMPFÄNGERS:

Ich verweigere die Annahme des beigefügten Schriftstücks, da es nicht in einer Sprache, die ich verstehe, oder der Amtssprache des Zustellungsortes abgefasst ist bzw. dem Schriftstück keine Übersetzung in einer dieser Sprachen beigefügt ist.

Ich verstehe die folgende(n) Sprache(n):

<i>Spanisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lettisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tschechisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litauisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Dänisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Ungarisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Deutsch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltesisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estnisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Holländisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Griechisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polnisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Englisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugiesisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Französisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slowakisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italienisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slowenisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finnisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Schwedisch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>sonstige</i>	<input type="checkbox"/>	<i>bitte angeben:</i>	
		Geschehen zu:	
		am:	
		Unterschrift und/oder Stempel	

ET:

Lisatud dokument antakse kätte vastavalt nõukogu 29. mai 2000. aasta määrusele (EÜ) nr 1348/2000 tsiviil- ja kaubandusajade kohtu- ja kohtuväliste dokumentide kätteandmise kohta. Te võite keelduda dokumenti vastu võtmast, kui see ei ole **koostatud Teile arusaadavas keeles või kätteandmise kohta ametlikus keeles ning kui** dokumendile ei ole lisatud tõlget ühte nimetatud keeltest. Kui Te soovite nimetatud õigust kasutada, peate Te keelduma dokumenti vastu võtmast vahetult selle kätteandmisel, tagastades dokumendi seda kätteandvale isikule, või **saatma** dokumendi ühe nädala **jooksul tagasi allpool esitatud aadressil**, märkides, et Te keeldute dokumenti vastu võtmast.

ADDRESS:

1. Isik:

2. Aadress:

2.1. Tänav ja maja number/postkast:

2.2. Asula ja postiindeks:

2.3. Riik:

3. Telefon:

4. Faks (*):

5. E-post (*):

(*) *Selle teabe esitamine on vabatahtlik.*

ADRESSAADI AVALDUS:

Keeldun lisatud dokumenti vastu võtmast, kuna see ei ole kirjutatud ei mulle arusaadavas keeles ega kätteandmise kohta ametlikus keeles ning dokumendile ei ole lisatud tõlget ühte nimetatud keeltest.

Ma saan aru järgmis(t)est keel(t)est:

<i>hispaania</i>	<input type="checkbox"/>	<i>läti</i>	<input type="checkbox"/>
<i>tšehhi</i>	<input type="checkbox"/>	<i>leedu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>taani</i>	<input type="checkbox"/>	<i>ungari</i>	<input type="checkbox"/>
<i>saksa</i>	<input type="checkbox"/>	<i>malta</i>	<input type="checkbox"/>
<i>eesti</i>	<input type="checkbox"/>	<i>hollandi</i>	<input type="checkbox"/>
<i>kreeka</i>	<input type="checkbox"/>	<i>poola</i>	<input type="checkbox"/>
<i>inglise</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugali</i>	<input type="checkbox"/>
<i>prantsuse</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovaki</i>	<input type="checkbox"/>
<i>italia</i>	<input type="checkbox"/>	<i>sloveenia</i>	<input type="checkbox"/>
<i>soome</i>	<input type="checkbox"/>	<i>rootsi</i>	<input type="checkbox"/>
<i>muu</i>	↑	<i>palun täpsustage: ...</i>	
		<i>Koht:</i>	
		<i>Kuupäev:</i>	
		<i>Allkiri ja/või pitser</i>	

EL:

Η συνημμένη πράξη επιδίδεται ή κοινοποιείται σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1348/2000 του Συμβουλίου της 29ης Μαΐου 2000 περί επίδοσης και κοινοποίησης στα κράτη μέλη δικαστικών και εξωδίκων πράξεων σε αστικές ή εμπορικές υποθέσεις. Έχετε δικαίωμα να αρνηθείτε την παραλαβή της πράξης εφόσον δεν είναι συνταγμένη ή δεν συνοδεύεται από μετάφραση σε γλώσσα την οποία κατανοείτε ή στην επίσημη γλώσσα του τόπου επίδοσης ή κοινοποίησης. Αν επιθυμείτε να ασκήσετε αυτό το δικαίωμα, πρέπει είτε να δηλώσετε την άρνηση παραλαβής κατά τη χρονική στιγμή της επίδοσης ή κοινοποίησης απευθείας στο πρόσωπο που επιδίδει ή κοινοποιεί την πράξη, είτε να επιστρέψετε εντός μιας εβδομάδας στη διεύθυνση που αναφέρεται κατωτέρω, δηλώνοντας ότι αρνείστε την παραλαβή της.

ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ:

1. Στοιχεία ταυτότητας:
2. Διεύθυνση:
 - 2.1. Οδός και αριθμός/Ταχ. Θυρίδα:
 - 2.2. Τόπος και ταχυδρομικός τομέας:
 - 2.3. Χώρα:
3. Τηλ.:
4. Φαξ (*):
5. Ηλεκτρονικό ταχυδρομείο (*):

(*) Το σημείο αυτό είναι προαιρετικό.

ΔΗΛΩΣΗ ΤΟΥ ΑΠΟΔΕΚΤΗ:

Αρνούμαι να παραλάβω την πράξη διότι δεν είναι συνταγμένη ή δεν συνοδεύεται από μετάφραση σε γλώσσα την οποία κατανοώ ή στην επίσημη γλώσσα του τόπου επίδοσης ή κοινοποίησης.

Κατανοώ τις εξής γλώσσες:

Ισπανικά	↑	Λετονικά	↑
Τσεχικά	↑	Λιθουανικά	↑
Δανικά	↑	Ουγγρικά	↑
Γερμανικά	↑	Μαλτέζικα	↑
Εσθονικά	↑	Ολλανδικά	↑
Ελληνικά	↑	Πολωνικά	↑
Αγγλικά	↑	Πορτογαλικά	↑
Γαλλικά	↑	Σλοβακικά	↑
Ιταλικά	↑	Σλοβένικα	↑
Φινλανδικά	↑	Σουηδικά	↑
άλλες	↑	παρακαλώ προσδιορίστε: ...	
		Τόπος:	
		Ημερομηνία:	
		Υπογραφή και/ή σφραγίδα:	

EN:

The enclosed document is served in accordance with Council Regulation (EC) No 1348/2000 of 29 May 2000 on the service of judicial and extrajudicial documents in civil and commercial matters. You may refuse to accept the document if it is not *written in or accompanied by a translation into either a language which you understand or the official language of the place of service*. If you wish to exercise this right, you must refuse to accept the document at the time of service directly with the person serving the document or *send it back to the address indicated below* within one *week stating* that you refuse to accept it.

ADDRESS:

1. *Identity:*
2. *Address:*
 - 2.1. *Street and number/PO Box:*
 - 2.2. *Place and code:*
 - 2.3. *Country:*
3. *Tel.:*
4. *Fax (*):*
5. *E-mail(*):*

(*) *This item is optional.*

DECLARATION OF THE ADDRESSEE:

I refuse to accept the document attached hereto because it is not written in or accompanied by a translation into either a language which I understand or the official language of the place of service.

I understand the following language(s):

<i>Spanish</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Latvian</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Czech</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lithuanian</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Danish</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Hungarian</i>	<input type="checkbox"/>
<i>German</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estonian</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Dutch</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Greek</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polish</i>	<input type="checkbox"/>
<i>English</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portuguese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>French</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovak</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italian</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovene</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finnish</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Swedish</i>	<input type="checkbox"/>
<i>other</i>	<input type="checkbox"/>	<i>please specify: ...</i>	
		<i>Done at:</i> <i>Date:</i> <i>Signature and/or stamp:</i>	

FR:

L'acte ci-joint est signifié ou notifié conformément au règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Vous pouvez refuser de recevoir l'acte s'il n'est pas rédigé *ou accompagné d'une traduction dans une langue que vous comprenez ou dans la langue officielle du lieu de signification ou de notification*. Si vous souhaitez exercer ce droit de refus, vous devez soit faire part de votre refus de recevoir l'acte au moment de la signification ou de la notification directement à la personne signifiant ou notifiant l'acte, soit *le renvoyer à l'adresse indiquée ci-dessous* dans un délai d'une semaine en indiquant que vous refusez de le recevoir.

ADRESSE:

1. *Identité:*
2. *Adresse:*
 - 2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*
 - 2.2. *Localité et code postal:*
 - 2.3. *Pays:*
3. *Tél.:*
4. *Fax (*):*
5. *Adresse électronique (*):*

(* *Facultatif*)

DÉCLARATION DU DESTINATAIRE

Je, soussigné, refuse de recevoir l'acte ci-joint parce qu'il n'est pas rédigé ou accompagné d'une traduction dans une langue que je comprends ou dans la langue officielle du lieu de signification ou de notification.

Je comprends la ou les langues suivantes:

<i>Espagnol</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Letton</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tchèque</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lituanien</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Danois</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Hongrois</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Allemand</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltais</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estonien</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Néerlandais</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Grec</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polonais</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Anglais</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugais</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Français</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovaque</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italien</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovène</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finnois</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Suédois</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Autre</i>	<input type="checkbox"/>	<i>à préciser: ...</i>	
		<i>Fait à</i> <i>Date:</i> <i>Signature et/ou cachet:</i>	

IT:

L'atto accluso viene notificato o comunicato in conformità del regolamento (CE) n. 1348/2000 del Consiglio, del 29 maggio 2000, relativo alla notificazione e alla comunicazione negli Stati membri degli atti giudiziari ed extragiudiziali in materia civile e commerciale. È prevista la facoltà di non accettare l'atto se non è stilato *o corredato di una traduzione in una lingua compresa dal destinatario oppure in una lingua ufficiale del luogo da cui avviene la notificazione o la comunicazione*. Chi desidera avvalersi di tale diritto, può rifiutare di accettare l'atto direttamente al momento della notificazione o della comunicazione, attraverso la persona che consegna l'atto medesimo, oppure rispedirlo entro una settimana *all'indirizzo sottoindicato*, dichiarando il proprio rifiuto di accettarlo.

INDIRIZZO:

1. *Nome:*

2. *Indirizzo:*

2.1. *Via + numero/C.P.:*

2.2. *Luogo + codice:*

2.3. *Paese:*

3. *Tel.:*

4. *Fax (*):*

5. *Posta elettronica(*):*

(*) *Voce facoltativa*

DICHIARAZIONE DEL DESTINATARIO:

Rifiuto di accettare il documento allegato in quanto non è stilato o corredato di una traduzione in una lingua da me compresa oppure in una lingua ufficiale del luogo da cui avviene la notificazione o la comunicazione.

Comprendo le seguenti lingue:

<i>Spagnolo</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lettone</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Ceco</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lituano</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Danese</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Ungherese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tedesco</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estone</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Olandese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Greco</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polacco</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Inglese</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portoghese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Francese</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovacco</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italiano</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Sloveno</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finlandese</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Svedese</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Altre</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Specificare: ...</i>	
		<i>Fatto a:</i>	
		<i>Data:</i>	
		<i>Firma e/o timbro:</i>	

LV:

Pievienoto dokumentu izsniedz saskaņā ar Padomes 2000. gada 29. maija Regulu (EK) Nr. 1348/2000 par tiesas un ārpustiesas civillietu un komercietu dokumentu izsniegšanu. Jums ir tiesības atteikties pieņemt dokumentu, ja tas nav **iesniegts rakstiski vai tam nav pievienots tulkojums valodā, kuru jūs saprotat, vai tās vietas oficiālajā valodā, kurā veic izsniegšanu.** Ja vēlaties īstenot šīs tiesības, jums no personas, kas izsniedz dokumentu, jāatsakās to pieņemt izsniegšanas brīdī vai nedēļas laikā dokuments **jānosūta atpakaļ nedēļas laikā uz turpmāk norādīto adresi,** norādot, ka jūs to atsakāties pieņemt.

ADRESE:

1. Persona:

2. Adrese:

2.1. Iela un mājas numurs / p.k. numurs:

2.2. Vieta un kods:

2.3. Valsts:

3. Tālr:

4. Fakss(*):

5. E-pasts (*):

(*) Šis punkts nav obligāts.

ADRESĀTA PAZIŅOJUMS

Es atsakos pieņemt pievienoto dokumentu, jo tas nav iesniegts rakstiski vai tam nav pievienots tulkojums valodā, kuru es saprotu, vai tās vietas oficiālajā valodā, kurā izsniegšana notikusi.

Es saprotu šādu(-as) valodu(-as):

<i>spāņu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>latviešu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>čehu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>lietuviešu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>dāņu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>ungāru</i>	<input type="checkbox"/>
<i>vācu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>maltiešu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>īgaunu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>holandiešu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>grieķu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>poļu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>angļu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugāļu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>franču</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovāku</i>	<input type="checkbox"/>
<i>itāļu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovēņu</i>	<input type="checkbox"/>
<i>somu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>zviedru</i>	<input type="checkbox"/>
<i>citu</i>	<input type="checkbox"/>	Lūdzu, norādiet: ...	
		(vieta) Datums: Paraksts un/vai zīmogs:	

LT:

Pridedamas dokumentas įteikiamas pagal 2000 m. gegužės 29 d. Tarybos reglamentą (EB) Nr. 1348/2000 dėl teisminių ir neteisminių dokumentų civilinėse arba komercinėse bylose įteikimo valstybėse narėse. Jūs galite atsisakyti priimti šį dokumentą, jeigu jis neparengtas **jums suprantama arba oficialia įteikimo vietos kalba arba prie jo neprisidėtas vertimas į vieną iš tų kalbų**. Jeigu norite pasinaudoti šia teise, turite atsisakyti priimti dokumentą iš tiesiogiai jį įteikiančio asmens įteikimo metu arba nusiųsti dokumentą per savaitę, **nurodant, kad atsisakėte jį priimti, toliau nurodytu adresu**.

ADRESAS:

1. Pavadinimas:

2. Adresas:

2.1. Gatvė ir namo (pašto dėžutės) numeris:

2.2. Vieta ir pašto kodas:

2.3. Šalis:

3. Tel.:

4. Faks. (*):

5. El. paštas (*):

(*) Neprivaloma nurodyti.

ADRESATO PAREIŠKIMAS

Atsisakau priimti čia pridamą dokumentą, nes jis neparengtas man suprantama arba oficialia įteikimo vietos kalba arba prie jo neprisidėtas vertimas į vieną iš tų kalbų.

Suprantu šią(-ias) kalbą(-as):

<i>Ispanų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Latvių</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Čekų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lietuvių</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Danų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Vengrų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Vokiečių</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltiečių</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Olandų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Graikų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lenkų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Anglų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugalų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Prancūzų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovakų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italų</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovėnų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Suomių</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Švedų</i>	<input type="checkbox"/>
<i>kitas</i>	<input type="checkbox"/>	<i>nurodykite: ...</i>	
		<i>Vieta:</i>	
		<i>Data:</i>	
		<i>Parašas ir (arba) spaudas:</i>	

HU:

A mellékelt irat kézbesítése a tagállamokban a polgári és kereskedelmi ügyekben a bírósági és bíróságon kívüli iratok kézbesítéséről szóló, 2000. május 29-i 1348/2000/EK tanácsi rendelet szerint történik. Önnek joga van megtagadni az irat átvételét, **amennyiben az irat nem az Ön által ismert nyelven vagy a kézbesítés helyének hivatalos nyelvén készült, vagy nem mellékeltek hozzá ilyen nyelvű fordítást.** Amennyiben e jogával élni kíván, az irat átvételét megtagadhatja közvetlenül az iratkézbesítést végző személlyel szemben az iratkézbesítés alkalmával, vagy az **iratot egy héten belül** vissza kell küldenie **az alább jelzett címre** az átvétel megtagadásának feltüntetésével.

CÍM:

1. Név:

2. Cím:

2.1. Utca és házszám/Postafiók:

2.2. Helység és irányítószám:

2.3. Ország:

3. Telefon:

4. Fax (*):

5. E-mail (*):

(*) A rovat kitöltése nem kötelező.

A CÍMZETT NYILATKOZATA:

Megtagadom a mellékelt irat átvételét, mivel nem az általam ismert nyelven vagy a kézbesítés helye szerinti hivatalos nyelven készült, illetve nem mellékeltek hozzá ilyen nyelvű fordítást.

Az alábbi nyelve(ke)t ismerem:

<i>spanyol</i>	<input type="checkbox"/>	<i>lett</i>	<input type="checkbox"/>
<i>cseh</i>	<input type="checkbox"/>	<i>litván</i>	<input type="checkbox"/>
<i>dán</i>	<input type="checkbox"/>	<i>magyar</i>	<input type="checkbox"/>
<i>német</i>	<input type="checkbox"/>	<i>máltai</i>	<input type="checkbox"/>
<i>észt</i>	<input type="checkbox"/>	<i>holland</i>	<input type="checkbox"/>
<i>görög</i>	<input type="checkbox"/>	<i>lengyel</i>	<input type="checkbox"/>
<i>angol</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugál</i>	<input type="checkbox"/>
<i>francia</i>	<input type="checkbox"/>	<i>szlovák</i>	<input type="checkbox"/>
<i>olasz</i>	<input type="checkbox"/>	<i>szlovén</i>	<input type="checkbox"/>
<i>finn</i>	<input type="checkbox"/>	<i>svéd</i>	<input type="checkbox"/>
<i>egyéb</i>	<input type="checkbox"/>	<i>nevezze meg: ...</i>	
		Kelt: Dátum: Aláírás és/vagy bélyegző:	

MT:

Id-dokument meħmuż qed ikun innotifikat skond ir-Regolament (KE) Nru 1348/2000 tad-29 ta' Mejju 2000 tal-Kunsill dwar in-notifika ta' dokumenti ġudizzjarji u extraġudizzjarji fl-kwistjonijiet ċivili jew kummerċjali. Tista' *tirrifjuta li taċċetta d-dokument* jekk ma jkunx ***miktub f'lingwa li tifhem jew jekk ma jkollux meħmuż miegħu traduzzjoni tiegħu f'lingwa li tifhem jew fil-lingwa uffiċjali tal-post fejn saret in-notifika***. Jekk trid teżerċita dan id-dritt, għandek *tirrifjuta li taċċetta d-dokument* fil-hin tan-notifika direttament mal-persuna li tinnotifika d-dokument jew għandek ***tibgħat id-dokument lura lill-indirizz indikat hawn taht*** fi żmien ***gimgha u tghid*** li qed tirrifjutah.

INDIRIZZ:

1. **Identità:**
2. **Indirizz:**
 - 2.1. **Triq u n-numru tad-dar/Kaxxa Postali:**
 - 2.2. **Inħawi u kodiċi:**
 - 2.3. **Pajjiż:**
3. **Tel.:**
4. **Faks (*):**
5. **E-mail(*):**

(*)*M'intix obligat tagħti dan id-dettall.*

DIKJARAZZJONI TA' MIN JIRĊIEVI N-NOTIFIKA:

Jiena nirrifjuta li naċċetta d-dokument hawn meħmuż għaliex mhuwiex miktub f'lingwa li nifhem jew m'hemmx meħmuż miegħu traduzzjoni f'lingwa li jew nifhem jew hija l-lingwa uffiċjali tal-post fejn saret in-notifika.

Jiena nifhem dawn il-lingwi:

<i>L-Ispanjol</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Il-Latvjan</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Iċ-Ċek</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Il-Litwan</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Id-Daniż</i>	<input type="checkbox"/>	<i>L-Ungeriz</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Il-Ġermaniż</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Il-Malti</i>	<input type="checkbox"/>
<i>L-Estonjan</i>	<input type="checkbox"/>	<i>L-Olandiż</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Il-Grieg</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Il-Pollakk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>L-Ingliż</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Il-Portugiż</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Il-Franċiż</i>	<input type="checkbox"/>	<i>L-Islovakk</i>	<input type="checkbox"/>
<i>It-Taljan</i>	<input type="checkbox"/>	<i>L-Isloven</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Il-Finlandiż</i>	<input type="checkbox"/>	<i>L-Isvediż</i>	<input type="checkbox"/>
<i>ohrajn</i>	<input type="checkbox"/>	<i>speċifika:...</i>	
		<i>Post:</i> <i>Data:</i> <i>Firma u/jew timbru:</i>	

NL:

De betekening of kennisgeving van het bijgevoegde stuk is geschied overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1348/2000 van de Raad van 29 mei 2000 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken. U kunt weigeren het stuk in ontvangst te nemen indien het niet **gesteld is in of vergezeld gaat van een vertaling, ofwel in een taal die u begrijpt ofwel** in de officiële taal van de plaats van betekening of kennisgeving. **Indien** u dat recht wenst uit te oefenen, moet u onmiddellijk bij de betekening of kennisgeving van het stuk en rechtstreeks ten aanzien van de persoon die de betekening of kennisgeving verricht de ontvangst ervan weigeren of moet u het stuk binnen een **week terugzenden naar het onderstaande adres** en verklaren dat u de ontvangst ervan weigert.

ADRES:

1. Naam:

2. Adres:

2.1. Straat en nummer/postbus:

2.2. Plaats en postcode:

2.3. Land:

3. Tel.:

4. Fax(*):

5. E-mail(*):

(*) *Facultatief*

VERKLARING VAN DE GEADRESSEERDE:

Ik weiger de ontvangst van het hieraan gehechte stuk, omdat dit niet gesteld is in of vergezeld gaat van een vertaling, ofwel in een taal die ik begrijp ofwel in de officiële taal van de plaats van betekening of kennisgeving.

Ik begrijp de volgende taal (talen):

<i>Spaans</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lets</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tsjechisch</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litouws</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Deens</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Hongaars</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Duits</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltees</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Ests</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Nederlands</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Grieks</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Pools</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Engels</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugees</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Frans</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slowaaks</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italiaans</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Sloveens</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Fins</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Zweeds</i>	<input type="checkbox"/>
<i>ander</i>	<input type="checkbox"/>	<i>gelieve te preciseren: ...</i>	
		<i>Gedaan te:</i>	
		<i>Datum:</i>	
		<i>Ondertekening en/of stempel:</i>	

PL:

Załączony dokument doręcza się zgodnie z rozporządzeniem Rady (WE) nr 1348/2000 z dnia 29 maja 2000 r. w sprawie doręczania dokumentów sądowych i pozasądowych w sprawach cywilnych i handlowych. Odbiorcy przysługuje prawo odmowy przyjęcia dokumentu, jeżeli dokument nie jest *sporządzony w języku zrozumiałym dla odbiorcy lub w języku urzędowym miejsca doręczenia lub nie zostało do niego dołączone tłumaczenie w tym języku*. Jeżeli odbiorca chce skorzystać z tego prawa, musi odmówić przyjęcia dokumentu w momencie jego doręczenia bezpośrednio wobec osoby doręczającej lub odesłać dokument *na wskazany niżej adres* w ciągu jednego *tygodnia, informując* o odmowie jego przyjęcia.

ADRES:

1. Nazwa:

2. Adres:

2.1. Ulica i numer/nr skrzynki pocztowej:

2.2. Miejscowość i kod pocztowy:

2.3. Kraj:

3. Telefon:

4. Fax (*):

5. E-mail(*):

(*) Wypełnienie tego pola nie jest obowiązkowe.

OŚWIADCZENIE ODBIORCY

Niniejszym odmawiam przyjęcia załączonego dokumentu, ponieważ nie został on sporządzony w języku dla mnie zrozumiałym lub w języku urzędowym miejsca doręczenia lub nie zostało do niego dołączone tłumaczenie w tym języku.

Rozumiem następujący(e) język(i)

<i>Hiszpański</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Łotewski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Czeski</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litewski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Duński</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Węgierski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Niemiecki</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltański</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estoński</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Holenderski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Grecki</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Angielski</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugalski</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Francuski</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Słowacki</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Włoski</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Słoweński</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Fiński</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Szwedzki</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Inne</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Proszę podać, jakie: ...</i>	
		<i>Sporządzono w:</i>	
		<i>Data:</i>	
		<i>Podpis i/lub pieczęć:</i>	

PT:

O acto junto é citado ou notificado em conformidade com o Regulamento (CE) n° 1348/2000 do Conselho, de 29 de Maio de 2000, relativo à citação e à notificação dos actos judiciais e extrajudiciais em matérias civil e comercial nos Estados-Membros. Pode recusar a recepção do acto se este não estiver redigido *ou acompanhado por uma tradução para uma língua que compreenda ou para a língua oficial do local de citação ou notificação*. Se pretender exercer este direito, deve recusar a recepção do acto no próprio momento, directamente com a pessoa que procede à citação ou notificação do acto, ou devolver o acto *ao endereço seguidamente indicado* no prazo de uma semana a contar dessa.

ENDEREÇO:

1. Identidade:

2. Endereço:

2.1. Rua e número/Caixa postal:

2.2. Localidade e código postal:

2.3. País:

3. Telefone:

4. Telefax*:

5. Correio electrónico (e-mail)*:

** Esta informação é facultativa.*

DECLARAÇÃO DO DESTINATÁRIO:

Recuso aceitar o documento anexo porque o mesmo não está redigido ou acompanhado por uma tradução para uma língua que eu compreenda ou para a língua oficial do local de citação ou de notificação.

Compreendo a(s) seguinte(s) línguas(s):

<i>Espanhol</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Letão</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Checo</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lituano</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Dinamarquês</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Húngaro</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Alemão</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltês</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estónio</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Neerlandês</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Grego</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polaco</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Inglês</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Português</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Francês</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Eslovaco</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italiano</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Esloveno</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finlandês</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Sueco</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Outra</i>	<input type="checkbox"/>	<i>p. f. especifique:</i>	
		<i>Feito em:</i>	
		<i>Data:</i>	
		<i>Assinatura e/ou carimbo:</i>	

SK:

Priložený dokument sa doručí v súlade s nariadením Rady (ES) č. 1348/2000 z 29. mája 2000 o doručovaní súdnych a mimosúdnych dokumentov v občianskoprávných a obchodných veciach. Môžete odmietnuť prevziať tento dokument, ak nie je **vypracovaný alebo doložený prekladom v jazyku, ktorému rozumiете alebo v úradnom jazyku miesta doručenia**. Ak si želáte využiť toto právo, musíte odmietnuť prevziať tento dokument v čase doručenia priamo u osoby, ktorá dokument doručuje, alebo **zaslať** dokument **späť na nižšie uvedenú adresu** do jedného **týždňa** s konštatovaním, že ho odmietate prevziať.

ADRESA:

1. **Totožnosť:**

2. **Adresa:**

2.1. **Ulica a číslo domu/ Poštový priečinok:**

2.2. **Miesto a PSČ:**

2.3. **Štát:**

3. **Tel.:**

4. **Fax (*):**

5. **E-mail(*):**

(*) *Táto položka je dobrovoľná.*

VYHLÁSENIE ADRESÁTA:

Odmietam prevziať tento dokument, pretože nie je vypracovaný v jazyku, ktorému rozumiem alebo v úradnom jazyku miesta doručenia, ani k nemu nebol priložený preklad buď do jazyka, ktorému rozumiem, alebo do úradného jazyka miesta doručenia.

Rozumiem tomuto jazyku/jazykom:

<i>Španielčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lotyščina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Čeština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litovčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Dánčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maďarčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Nemčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estónčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Holandčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Gréčtina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Poľština</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Angličtina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugalčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Francúzština</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovenčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Taliančina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovinčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Fínčina</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Švédčina</i>	<input type="checkbox"/>
<i>iné</i>	<input type="checkbox"/>	<i>spresniť: ...</i>	
		V	
		Dňa:	
		Podpis a/alebo odtlačok pečiatky:	

SL:

*Priloženo pisanje se vroči v skladu z Uredbo Sveta (ES) št. 1348/2000 z dne 29. maja 2000 o vročanju sodnih in zunajsodnih pisanj v civilnih ali gospodarskih zadevah v državah članicah. Pravico imate, da zavrnete sprejem pisanja, če le-to ni napisano v jeziku, ki ga razumete, ali v uradnem jeziku kraja vročitve, oziroma če mu ni priložen prevod v enega od teh jezikov. Če želite uresničiti to pravico, morate zavrniti sprejem pisanja v času vročitve neposredno osebi, ki pisanje vroča, ali **ga poslati nazaj na spodaj navedeni naslov** v roku enega tedna z izjavo, da zavračate njegov sprejem.*

NASLOV:

1. Ime:

2. Naslov:

2.1. Ulica in številka/poštni predal:

2.2. Kraj in poštna številka:

2.3. Država:

3. Telefon:

4. Telefaks (*):

5. E-naslov (*):

() Ta točka ni obvezna.*

IZJAVA NASLOVNIKA:

Zavračam sprejem pisanja, ker le-to ni napisano v jeziku, ki ga razumem, ali v uradnem jeziku kraja vročitve, oziroma mu ni priložen prevod v enega od teh jezikov.

Razumem naslednje jezike:

<i>španščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>latvijščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>češčino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>litovščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>danščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>madžarščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>nemščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>malteščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>estonsščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>nizozemščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>grščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>poljščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>angleščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugalščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>francoščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovaščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>italijanščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovenščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>finščino</i>	<input type="checkbox"/>	<i>švedščino</i>	<input type="checkbox"/>
<i>drugo</i>	<input type="checkbox"/>	<i>prosimo, navedite: ...</i>	

V:

Datum:

Podpis in/ali žig:

FI:

Oheinen asiakirja annetaan tiedoksi oikeudenkäynti- ja muiden asiakirjojen tiedoksiannosta jäsenvaltioissa siviili- tai kauppaoikeudellisissa asioissa 29 päivänä toukokuuta 2000 annetun neuvoston asetuksen (EY) N:o 1348/2000 mukaisesti. Voitte kieltäytyä vastaanottamasta asiakirjaa, jollei se ole **laadittu joko jollakin ymmärtämällänne kielellä tai tiedoksiantopaikan virallisella kielellä eikä** mukana ole käännöstä **tällaiselle kielelle**. Jos haluatte käyttää tätä oikeuttanne, teidän on kieltäydyttävä vastaanottamasta asiakirjaa tiedoksiannon yhteydessä ilmoittamalla tästä suoraan asiakirjan toimittavalle henkilölle tai **lähetettävä** asiakirja **takaisin jäljempänä ilmoitettuun osoitteeseen** viikon kuluessa kyseisestä päivämäärästä todeten, että kieltäydytte vastaanottamisesta.

Osoite:

1. Nimi:

2. Osoite:

2.1. Lähiosoite:

2.2. Postinumero ja postitoimipaikka:

2.3. Maa:

3. Puh.:

4. Faksi (*):

5. Sähköpostiosoite (*):

(*) *Vapaaehtoinen*

VASTAANOTTAJAN ILMOITUS:

Kieltäydyn ottamasta vastaan oheista asiakirjaa, koska sitä ei ole kirjoitettu ymmärtämälläni kielellä tai tiedoksiantopaikan virallisella kielellä eikä mukana ole käännöstä tällaiselle kielelle.

Ymmärrän seuraavaa kieltä/seuraavia kieliä:

<i>espanja</i>	<input type="checkbox"/>	<i>latvia</i>	<input type="checkbox"/>
<i>tšekki</i>	<input type="checkbox"/>	<i>liettua</i>	<input type="checkbox"/>
<i>tanska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>unkari</i>	<input type="checkbox"/>
<i>saksa</i>	<input type="checkbox"/>	<i>malta</i>	<input type="checkbox"/>
<i>viro</i>	<input type="checkbox"/>	<i>hollanti</i>	<input type="checkbox"/>
<i>kreikka</i>	<input type="checkbox"/>	<i>puola</i>	<input type="checkbox"/>
<i>englanti</i>	<input type="checkbox"/>	<i>portugali</i>	<input type="checkbox"/>
<i>ranska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>slovakki</i>	<input type="checkbox"/>
<i>italia</i>	<input type="checkbox"/>	<i>sloveeni</i>	<input type="checkbox"/>
<i>suomi</i>	<input type="checkbox"/>	<i>ruotsi</i>	<input type="checkbox"/>
<i>muu</i>	<input type="checkbox"/>	<i>mikä: ...</i>	
		Paikka:	
		Päivämäärä:	
		Allekirjoitus ja/tai leima:	

SV:

Den bifogade handlingen har delgivits i enlighet med rådets förordning (EG) nr 1348/2000 av den 29 maj 2000 om delgivning i medlemsstaterna av handlingar i mål och ärenden av civil eller kommersiell natur. Adressaten har rätt att vägra att ta emot handlingen om den inte är avfattad på, **eller inte åtföljs av en översättning till ett språk som han förstår eller det officiella språket på delgivningsorten**. Om adressaten önskar utöva denna rättighet skall han vägra att ta emot handlingen vid delgivningen genom att direkt vända sig till delgivningsmannen eller genom att återsända **handlingens till den adress som anges nedan** inom en vecka och ange att den inte tas emot.

ADRESS:

1. **Namn:**
2. **Adress:**
- 2.1. **Gatuadress/box:**
- 2.2. **Ort och postnummer:**
- 2.3. **Land:**
3. **Tfn:**
4. **Fax (*):**
5. **E-post (*):**

(*) *Ej obligatoriskt.*

FÖRKLARING AV MOTTAGAREN:

Jag vägrar att ta emot den bifogade handlingen eftersom den inte är skriven på, eller inte åtföljs av en översättning till ett språk som jag förstår eller det officiella språket på delgivningsorten.

Jag förstår följande språk:

<i>Spanska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Lettiska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tjeckiska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Litauiska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Danska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Ungerska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Tyska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Maltesiska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Estniska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Nederländska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Grekiska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Polska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Engelska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Portugisiska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Franska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovakiska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Italienska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Slovenska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>Finska</i>	<input type="checkbox"/>	<i>Svenska</i>	<input type="checkbox"/>
<i>annat</i>	<input type="checkbox"/>	<i>ange vilket: ...</i>	
		<i>Ort:</i>	
		<i>Datum:</i>	
		<i>Underskrift och/eller stämpel:</i>	

Numéro de référence de l'entité d'origine:

Numéro de référence de l'entité requise:

ATTESTATION D'ACCOMPLISSEMENT OU DE NON-ACCOMPLISSEMENT DE LA
SIGNIFICATION OU DE LA NOTIFICATION DES ACTES

(Article 10 du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil)

La signification ou la notification est effectuée dans les meilleurs *délais*. *S'il* n'a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification *dans un délai d'un mois à compter de la réception*, l'entité requise en informe l'entité d'origine (conformément à l'article 7, paragraphe 2, du règlement).

12. ACCOMPLISSEMENT DE LA SIGNIFICATION OU DE LA NOTIFICATION

a) 12.1. Date et adresse auxquelles la signification ou la notification a été accomplie:

b) 12.2. L'acte a été:

A) 12.2.1. signifié ou notifié selon la législation de l'État membre requis, à savoir:

12.2.1.1. délivré:

12.2.1.1.1. au destinataire lui-même

12.2.1.1.2. à une autre personne

12.2.1.1.2.1. Nom:

12.2.1.1.2.2. Adresse:

12.2.1.1.2.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

12.2.1.1.2.2.2. *Localité et code postal:*

12.2.1.1.2.2.3. Pays:

12.2.1.1.2.3. Lien avec le destinataire:

famille, employé, *autre*

12.2.1.1.3. à l'adresse du destinataire

12.2.1.2. *signifié ou* notifié par la poste

12.2.1.2.1. sans accusé de réception

12.2.1.2.2. avec l'accusé de réception *ci-joint*

12.2.1.2.2.1. du destinataire

12.2.1.2.2.2. d'une autre personne

12.2.1.2.2.2.1. Nom:

12.2.1.2.2.2.2. Adresse:

12.2.1.2.2.2.2.1. *Rue et numéro/boîte postale:*

12.2.1.2.2.2.2.2. *Localité et code postal:*

12.2.1.2.2.2.2.3. Pays:

12.2.1.2.2.2.3. Lien avec le destinataire:

famille, employé, *autre*

12.2.1.3. autre mode (veuillez préciser):

B) 12.2.2. signifié ou notifié selon le mode particulier suivant (veuillez préciser):

c) 12.3. Le destinataire de l'acte a été informé par écrit qu'il peut refuser de recevoir l'acte si celui ci n'est pas rédigé *ou accompagné d'une traduction* dans une *langue qu'il comprend ou dans la langue officielle du lieu de signification ou de notification.*

13. INFORMATION DONNÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE 2

Il n'a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification dans un délai d'un mois à compter de la réception.

14. REFUS DE L'ACTE

Le destinataire a refusé de recevoir l'acte en raison de la langue utilisée. L'acte est joint à la présente attestation.

15. MOTIF DU DÉFAUT DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION DE L'ACTE

15.1. Adresse inconnue

15.2. Destinataire introuvable

15.3. L'acte n'a pu être signifié ou notifié avant la date ou dans le délai indiqués au point 6.2.

15.4. Autres (veuillez préciser):

L'acte est joint à la présente attestation.

Fait à

Date:

Signature et/ou cachet: